



## La mort de la liberté d'expression aux États-Unis

Vous pouvez remercier Israël et ses nombreux amis.

Par [Philip Giraldi](#)

Mondialisation.ca, 17 mars 2025

The Unz Review

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Il ne fait aucun doute que la relation entre les États-Unis et Israël a causé de terribles dommages aux institutions américaines et aux libertés constitutionnelles. Le soutien inconditionnel et bipartite des États-Unis au génocide israélien du peuple palestinien n'est pas passé inaperçu dans le reste du monde, qui méprise désormais le système politique corrompu des États-Unis et ses dirigeants de plus en plus bizarres et déconnectés de la réalité. Il y a eu [même des rapports](#) la semaine dernière selon lesquels Washington et Tel-Aviv auraient discuté de l'expédition de plus de deux millions de Palestiniens au Soudan et en Somalie, deux des endroits les plus violents de la planète, pour permettre le développement de la station balnéaire Trump Gaza et l'annexion du reste de la Palestine historique par Israël.

Il est certain que le cancer au cœur de la relation entre Israël et les États-Unis, si l'on peut même l'appeler ainsi, est en place depuis longtemps, alors que les politiciens américains se démènent pour obtenir leur part de l'argent des milliardaires juifs en échange d'une *carte blanche* en cas de mauvaise conduite d'Israël. Je me souviens qu'en mai 2023, le nouveau président de la Chambre des représentants, Kevin McCarthy, s'est exprimé devant la Knesset israélienne. McCarthy s'est fait un point d'honneur de flatter ses hôtes israéliens en soulignant que son voyage en Israël était son premier voyage à l'étranger en tant que président de la Chambre des représentants, soulignant ainsi la valeur de la relation.

McCarthy était accompagné de la cohorte habituelle de flagorneurs du Congrès qui affluent en Israël à chaque pause. Le groupe était bipartite et comprenait l'odieux Steny Hoyer du Maryland qui a fait et même dirigé l'entourage servile plus de vingt fois. McCarthy, un homme ambitieux qui n'a jamais été réputé pour sa grande intelligence, a prononcé un [discours prévisible](#) qui a suscité les ovations *pro forma* de l'auditoire, mais j'aimerais attirer l'attention sur une partie en particulier où il a déclaré : *«C'est le fondement de notre relation spéciale : nous sommes les deux seuls pays de l'histoire qui ont été conçus dans la liberté et consacrés au principe que nous sommes tous égaux. Nos valeurs sont vos valeurs. Notre héritage est votre héritage. Nos rêves sont vos rêves. Les États-Unis sont reconnaissants de leur amitié avec Israël. Nous sommes un meilleur pays grâce à lui. Et nous ne devons jamais hésiter à le défendre... Tant que je serai président de la Chambre des représentants, les États-Unis continueront à soutenir le financement intégral de l'aide à la sécurité en Israël»*.

Presque chaque ligne de cette partie du discours de McCarthy est soit un mensonge éhonté, soit une déformation de la réalité à un point tel qu'elle en devient incompréhensible, mais elle a servi de cadre au Congrès pour dépouiller le peuple américain tout en le privant de

ses libertés. À peu près à la même époque, le lobby pro-israélien basé aux États-Unis travaillait séparément et assidûment à criminaliser toute critique du comportement collectif des juifs et/ou de l'État d'Israël. Personne n'a travaillé plus dur à cette tâche que le gouverneur de Floride, hyper-ambitieux et aspirant à la présidence, dont la performance servile consistant à s'incliner devant le pouvoir et l'argent juifs lors de son propre voyage en Israël a culminé avec la signature d'une nouvelle loi de l'État qui, *entre autres*, exploite le mécanisme de la «haine» pour criminaliser presque toutes les critiques, voire le scepticisme, concernant l'apartheid israélien, le récit de l'holocauste ou le comportement des groupes et des individus juifs. Lors de la signature, DeSantis [s'est vanté](#) que la législation visait très clairement à protéger Israël, [soutenant que](#) rejeter «le droit d'Israël à exister est de l'antisémitisme», ce qui est la ligne qui prévaut actuellement parmi les politiciens démocrates et républicains et qui a également été copiée par de nombreuses autres législatures d'État. Outre la Floride, trente-six autres États [ont sanctionné toute personne](#) cherchant à boycotter Israël ou à accepter de le faire, parfois en refusant notamment des emplois ou des avantages gouvernementaux.

Il se trouve que, ces deux dernières semaines, Donald Trump et sa bande de laquais sionistes ont finalement touché le fond avec l'arrestation et la menace d'expulsion d'un étudiant qui avait aidé à organiser des manifestations non violentes sur le campus contre le massacre des Gazaouis par Israël. Cette affaire a été suivie par des menaces de Trump contre un membre très respecté du Congrès qui a critiqué un certain nombre de questions concernant à la fois la politique étrangère de l'administration et le Congrès. Au fond, les deux étaient et sont des questions de liberté d'expression relevant du Premier Amendement et reposent toutes deux sur une présomption de la Maison-Blanche selon laquelle, puisqu'elle désigne quelqu'un comme une «menace», elle n'a pas à fournir de preuve que c'est effectivement le cas. Et là, dans la règle d'exception en vigueur, qui permet à l'État juif d'échapper à toute conséquence de ses actes. Toute «liberté d'expression» qui critique ou offense le pays étranger auquel la plupart des politiciens américains et une grande partie des médias américains traditionnels obséquieux doivent leur allégeance principale est clairement considérée comme hors des limites d'un comportement acceptable, même lorsqu'elle soutient toutes les valeurs et tous les principes auxquels les gouvernements américains ont hypocritement prétendu adhérer.

Parallèlement, le gouvernement fait pression sur les universités américaines pour qu'elles répriment sévèrement toute personne qui manifeste en faveur des Palestiniens, en utilisant la formulation de DeSantis selon laquelle ils sont à la fois antisémites et partisans du terrorisme. L'université de Columbia est particulièrement touchée et s'est vu bloquer 400 millions de dollars de fonds fédéraux pour la recherche. L'administration Trump [a exigé que](#) Columbia apporte des changements radicaux à la discipline et aux admissions des étudiants avant de pouvoir discuter de la levée de l'annulation des fonds. Elle a également déclaré que l'ultimatum était nécessaire en raison de ce qu'elle a décrit comme l'incapacité de Columbia à protéger les étudiants juifs contre le harcèlement. L'administration Trump a exigé que l'université formalise sa définition de l'antisémitisme afin d'y inclure la critique d'Israël et de placer le département des études moyen-orientales, sud-asiatiques et africaines de l'école sous «mise sous tutelle académique», l'équivalent d'une surveillance constante par le gouvernement. L'université a cédé, réagissant en licenciant un certain nombre d'étudiants impliqués dans les manifestations non violentes après les avoir suspendus et, dans certains cas, expulsés. Il est intéressant de noter que les contre-manifestants juifs, responsables de la plupart des violences, n'ont fait l'objet d'aucune sanction, car, selon l'argument avancé, il n'est question que d'antisémitisme. En effet, pour

démontrer son sérieux, le département de la Justice [a dépêché une task force](#) dans quatre villes américaines (New York, Chicago, Boston, Los Angeles) pour enquêter sur le problème de l'antisémitisme et des manifestations palestiniennes.

L'étudiant qui a été arrêté a obtenu un master à l'université de Columbia en décembre de l'année dernière. Il s'agit de [Mahmoud Khalil](#), un Palestinien marié à une Américaine qui serait enceinte de huit mois. Khalil a le statut de résident permanent légal aux États-Unis, ce qu'on appelle la «carte verte». L'administration Trump, sans citer aucun précédent ni antécédent de comportement criminel, a insisté sur le fait qu'[elle pouvait détenir Khalil](#) sans l'inculper et faire ce qu'elle voulait de lui, alors que le seul problème le concernant est qu'il a exercé sa liberté d'expression, garantie par le premier amendement de la Constitution américaine.

Lundi dernier, le président Trump a confirmé que *«l'arrestation et la tentative d'expulsion de Khalil s'inscrivent dans le cadre des efforts de son administration pour sévir contre les «étudiants de Columbia et d'autres universités du pays qui se sont livrés à des activités pro-terroristes, antisémites et anti-américaines»... C'est la première arrestation d'une longue série»*. Khalil a été envoyé dans une prison fédérale en Louisiane, à mille kilomètres de chez lui à Manhattan, probablement pour l'éloigner [de ses partisans à New York](#), même si le gouvernement ne peut produire aucune preuve qu'il a menacé ou commis un crime. Mercredi, le département de la Sécurité intérieure [a publié un document](#) citant une disposition présumée de la loi sur l'immigration qui donne au gouvernement le pouvoir d'expulser toute personne si *«le secrétaire d'État a déterminé que [sa] présence ou [ses] activités aux États-Unis auraient de graves conséquences néfastes en matière de politique étrangère pour les États-Unis»*. La nature de ces «conséquences» dans le cas de Khalil n'a pas été précisée et devrait être considérée comme contestable par les avocats de la défense.

Le membre du Congrès qui subit des pressions [est Tom Massie](#), du Kentucky. Il envisage de se présenter au siège du Sénat qui sera bientôt vacant dans l'État, mais Trump a demandé au Parti républicain de le soumettre à une primaire afin qu'il ne reçoive même pas l'investiture. En outre, la Coalition républicaine juive s'est engagée à [«dépenser sans limite pour bloquer Massie»](#) s'il décide de se présenter. Massie est l'un des [plus fervents opposants à la législation](#) visant à soutenir Israël et à criminaliser ce que l'on appelle l'antisémitisme à la Chambre des représentants, de sorte que la perspective de sa candidature *«suscite déjà une vive opposition de la part de la communauté juive locale et nationale»*. Massie est surtout connu dans certains milieux pour avoir affirmé lors d'une [interview dans l'émission de Tucker Carlson](#) qu'il était le seul membre du Congrès à [ne pas avoir de «type de l'AIPAC»](#) dans son équipe qui lui servirait de «baby-sitter» auprès du lobby israélien. Massie [s'oppose également à ce que](#) des membres du Congrès aient une «double nationalité» secrète, ce qui aurait probablement un impact sur la plupart des législateurs juifs américains qui ont également la nationalité israélienne. Massie est très respecté dans les milieux conservateurs et libertaires. Il est systématiquement contre la guerre et critique également la corruption et les dépenses excessives du gouvernement fédéral. C'est ce qui passe pour un comportement malveillant de nos jours.

Si l'administration Trump, travaillant main dans la main avec le gouvernement israélien et le lobby pro-israélien américain, peut se permettre de bafouer la liberté la plus fondamentale de la Constitution américaine, celle de la liberté d'expression, il y aura *«l'enfer à payer»*, pour reprendre la métaphore préférée de Donald. Une fois établi le principe selon lequel le chef de l'État ne peut pas se tromper, même lorsque ce qu'il fait est visiblement suicidaire,

les États-Unis que nous, Américains, connaissions autrefois auront disparu à jamais. Et la tragédie est aggravée par le fait qu'elle aura largement été causée par le service inutile rendu à un petit pays raciste qui est manifestement et très ouvertement le plus maléfique de la planète.

**Philip Giraldi**

Article original en anglais : [The Death of Free Speech in America?](#) The Unz Review, le 14 mars 2025.

Version française : [Réseau international](#)

La source originale de cet article est The Unz Review  
Copyright © [Philip Giraldi](#), The Unz Review, 2025

---

Articles Par : **[Philip Giraldi](#)**

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)